



Stop aux expulsions !

Solidarité avec les immigré·es du monde entier !

Ce vendredi 3 novembre 2023, alors que la tempête Ciaran battait son plein, **la présidence a demandé à la préfecture de procéder à l'expulsion des personnes qui avaient trouvé refuge dans le bâtiment Épicure, non utilisé par l'Université**. Avant d'arriver au Mirail, ces personnes étaient déjà dans une situation critique car **aucune institution publique ne leur avait offert de solutions**, les services de la DDETS ou du 115 étant totalement surchargés. Ces personnes vivaient dans une situation de précarité, dans un bâtiment désaffecté de l'aéronautique de Saint Martin du Touch d'où elles venaient d'être expulsées.

Selon les informations récoltées par la CGT auprès des associations mobilisées pour un accueil digne des personnes exilées, il s'agissait surtout de **demandeurs d'asile** à qui l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII) ne propose pas de solutions de logement (contrairement aux dispositions légales). Il y avait aussi des personnes ayant le **statut de réfugié·es** mais qui ne peuvent accéder à un logement au vu de la **saturation des dispositifs** (11 familles et hommes seuls).

Contrairement à ce qu'avait affirmé la présidence dans son message à la communauté universitaire, **l'expulsion ne s'était pas déroulée « dans le calme »** : l'opération avait été particulièrement rapide, **anxiogène et brutale**. La présidence n'a-t-elle pas su qu'un périmètre de 100m autour du bâtiment avait été totalement bloqué par plus d'une centaine de policiers, dont les CRS et la BAC ? La préfecture avait-elle prévenu la présidence du déploiement de ce dispositif d'ampleur démesurée ? Des personnes ont-elles été **traînées de force hors du bâtiment sans pouvoir récupérer leurs effets personnels dont des médicaments** ? Pourquoi **l'accès au périmètre a-t-il été refusé à la presse et aux associations d'aide aux personnes exilées** ? Les travailleur·s sociaux n'ont-ils pas demandé à être entendu·es par la présidence et pourquoi n'ont-ils pas été reçu·es ?

Dans les faits, ce sont plusieurs **familles**, dont des **femmes enceintes**, qui se sont retrouvées à nouveau **à la rue** suite à l'action de la police. Plusieurs migrants ont de plus été arrêtés par la PAF et amenés dans des **centres de rétention administrative** où ils ont reçu des OQTF.

L'argument invoqué par la présidence était que le bâtiment serait trop insalubre. La présidence justifiait ainsi de **mettre des personnes précaires à la rue après le début de la trêve hivernale**, avec des arguments soi-disant « humanitaires ». Un scandale qui s'inscrit dans la droite lignée des politiques du préfet de Toulouse et du gouvernement qui répriment les migrant·es.

Aujourd'hui, la présidence peut-elle nous dire où sont les personnes expulsées de notre campus ? Constatant leur situation d'extrême urgence, un diagnostic concernant la situation de ces personnes avait-t-il été demandé par la présidence ? A-t-il été réalisé ?

La CGT de l'UT2J exprime sa pleine solidarité aux personnes expulsées et à tou·tes les personnes affectées par les lois xénophobes, racistes et discriminatoires.

Les universités et les organismes de recherche doivent rester des lieux d'accueil et d'émancipation pour tout·es, sans conditions de nationalité ou préférence nationale.

Toulouse, le 21 novembre 2023